

Lutter pour l'égalité hommes-femmes, c'est faire reculer la mondialisation libérale



attac

La mondialisation frappe les hommes et les femmes, mais avec des effets différents parce que leur situation dans la société diffère. Les coûts et les bénéfices de la croissance des flux monétaires, du commerce des biens et services, et du marché du travail sont inégalement répartis entre le Nord et le Sud, entre les travailleurs, qualifiés ou non, et entre les hommes et les femmes.

Les femmes sont frappées par la pauvreté, le chômage, l'exclusion, les violences à un plus haut degré que les hommes. Elles sont pénalisées par un moindre accès aux nouvelles technologies, au crédit, à la formation, par des emplois moins stables, des salaires plus bas et des retraites de plus en plus compromises. À l'école, au travail, au sein de la famille ou encore dans l'espace public et politique, les femmes occupent une position qui reste le plus souvent subalterne, et s'accompagne encore souvent d'une infériorité juridique (elles n'ont pas le droit d'hériter, de posséder la terre, de voter, etc.).

Cette inégalité entre les deux sexes, la plus ancienne, la plus répandue, la plus occultée aussi, traverse tous les pays et toutes les classes sociales, parce que les rapports sociaux intègrent partout des rapports de domination des hommes sur les femmes. Elle ne doit pas être mise sur le même plan que les inégalités entre catégories sociales parce que les femmes ne sont ni une catégorie sociale ni un groupe ethnique : les femmes, comme les hommes, définissent l'humanité.

Il apparaît donc indispensable de prendre en compte la dimension des rapports sociaux de sexe dans l'analyse des mécanismes de la mondialisation libérale et dans l'expression de propositions pour un autre monde. Cette dimension est d'ailleurs devenue incontournable dans les mouvements de contestation mondiale. Les objectifs des associations et des mouvements de femmes, comme la Marche mondiale, rejoignent ceux d'Attac dans la volonté de construire une autre société et de se réappropriier le monde. Il ne s'agit pas d'opposer les hommes et les femmes, mais de les associer pour la construction d'un monde meilleur.

Une domination socialement construite

La domination qui s'exprime dans les rapports sociaux de sexe — de plus en plus couramment désignés sous le terme de " genre " — est socialement, historiquement et culturellement construite. Alors que le sexe se réfère à la différence biologique, le genre renvoie à la dimension culturelle des différences de comportement, de pratiques, de valeurs. Cette nouvelle conception des rapports sociaux de sexe conteste le déterminisme biologique qui fait reposer les différences de situations entre les hommes et les femmes dans la société sur des attributs caractérisés comme " masculins " et " féminins ". Un tel déterminisme étroit est démenti par les connaissances scientifiques et sociologiques actuelles. Ce sont avant tout les normes sociales qui imposent des " rôles sociaux " différents aux hommes et aux femmes, sous prétexte de ces " capacités naturelles " à accomplir telle ou telle tâche. Le travail domestique de reproduction, non rémunéré et invisible (production et éducation des enfants, soins), est ainsi attribué aux femmes pendant que le travail de production, rémunéré, est attribué aux hommes : c'est la division sexuelle du travail.

Dès sa naissance, le capitalisme s'est appuyé sur la division sexuelle du travail pour prendre son essor ; en se développant, il l'a accentuée avec plus ou moins de force, relayé par les politiques sociales qui ont accompagné l'industrialisation. Le modèle de l'homme " pourvoyeur de ressources " a servi, d'une part, à instaurer la norme de la femme au foyer, économiquement dépendante de l'homme, et, d'autre part, à justifier son moindre salaire — salaire d'appoint — lorsqu'elle a un emploi. Cette dévalorisation du travail des femmes s'inscrit dans une dévalorisation plus générale du genre féminin (voir encadré).

De cette configuration originelle, le néolibéralisme porte aujourd'hui plus que jamais la marque : il suffit d'interroger le modèle de réussite et de pouvoir qui le structure pour s'en convaincre : un modèle où dominant les " valeurs " — présentées comme masculines — de compétition, d'agressivité, de prise de risques, de conquête et de domination qui sont celles des mécanismes du marché. Peut-on raisonnablement nier l'impact d'un tel modèle et de ses valeurs, orchestrés par le matraquage médiatique et publicitaire, dans l'évolution des rapports sociaux, sous tous leurs aspects ? Dans l'évolution des maux de la société, des violences des hommes envers les femmes, et aussi des hommes envers d'autres hommes ? Ainsi, non seulement le libéralisme s'appuie sur les rôles sexués traditionnels, mais il contribue à les consolider, voire à les caricaturer, tout comme il aggrave toutes les autres formes d'inégalités sociales. L'autre monde que nous défendons à Attac, celui qui met l'être humain au centre, passe par la remise en cause des rôles assignés à chaque sexe.

La dévalorisation des femmes passe aussi par la négation de leur contribution à la production des richesses. Les mouvements féministes ont dénoncé l'invisibilité du travail domestique : n'étant pas rémunéré, il n'est pas comptabilisé dans le PIB, qui est pourtant censé représenter la " richesse produite par un pays ". Le paradoxe est alors que les accidents de la route ou les dégâts de la pollution participent à la richesse car ils génèrent des activités économiques, mais non le travail des femmes, qui concerne la reproduction, l'éducation, les soins aux enfants, aux personnes âgées et aux proches, le lien social et affectif ou l'entretien du foyer... Pourtant, les évaluations établies par le PNUD en 1995 (voir encadré page 4) sont

éloquentes. Et, depuis quelques années, les enquêtes nationales sur la répartition des temps sociaux, qui ont permis de mettre en lumière le volume de travail total assumé par les femmes, montrent que, partout, leur temps de travail est supérieur à celui des hommes.

Des inégalités qui servent de tremplin au libéralisme

Si l'oppression des femmes est antérieure à la mondialisation libérale et au système capitaliste, la mondialisation a, partout, des conséquences spécifiques sur les femmes, du fait de la situation de subordination dans laquelle elles se trouvent. Les femmes sont d'abord touchées en raison de la répartition inégalitaire des rôles dans la famille : des tâches de reproduction, d'éducation des enfants et des tâches domestiques, dont elles sont partout quasi exclusivement chargées. Au Nord comme au Sud, la mondialisation libérale se traduit par des processus de privatisation et d'ouverture à la concurrence des services publics les plus vitaux (enseignement, santé, garde d'enfants, cantines, infrastructures de transport, de distribution d'eau ou d'énergie) qui s'accompagnent d'une augmentation des tarifs, d'une dégradation de la qualité des services, voire, dans certains cas, de leur disparition — et la négociation multilatérale de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) menace d'aggraver encore la situation. L'accès de la majorité de la population, et particulièrement des plus défavorisés, à ces services, s'en trouve donc restreint, induisant pour les femmes un lourd surcroît de travail domestique : soin et garde d'enfants, soins aux personnes âgées et aux malades, collecte de l'eau potable dans les pays pauvres, etc.

Elles sont aussi touchées en raison de leur position subordonnée dans la famille, particulièrement dans les sociétés du tiers-monde. Quand l'école ou les soins médicaux sont plus chers, les filles sont les premières à être retirées de l'école, les dernières à être soignées et vaccinées. Dans beaucoup de pays, les statistiques de la mortalité maternelle ont dramatiquement augmenté à la suite de l'application des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale.

Mais la mondialisation libérale modifie également la place des femmes dans la production et sur le marché du travail. Dans bien des cas, la libéralisation et l'intégration des économies dans le marché mondial ont abouti à la suppression d'activités productives exercées principalement par des femmes. Ainsi, dans les pays du tiers-monde, l'agriculture vivrière — assurée par les femmes — cède le pas à l'agriculture d'exportation, le plus souvent assurée par les hommes, au détriment de la sécurité et de l'indépendance alimentaires. Dans les pays développés, ce sont les emplois peu qualifiés et peu payés, liés aux industries traditionnelles (électroménager, textile...), qui sont supprimés ou délocalisés vers le tiers-monde, de plus en plus souvent sans autre nécessité qu'une pure convenance boursière, entraînant un surchômage des femmes. Les dernières à être embauchées, elles sont les premières à être licenciées, alors même que cette inégalité n'est presque jamais mentionnée dans les analyses des statistiques du chômage. Quant à l'écart des salaires entre hommes et femmes, qui avait pu se resserrer en période de pénurie de main-d'œuvre, il s'accroît dans de nombreux pays, et se double d'une dégradation plus forte des conditions de travail des femmes.

Effets contradictoires

Malgré cela, dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Afrique et des pays de l'Est, on a observé au cours des dernières années une augmentation continue du taux d'activité des femmes, en partie du fait qu'elles constituent une main-d'œuvre meilleur marché. Dans nombre de pays du tiers-monde, d'Asie et d'Amérique latine, l'afflux des investissements directs étrangers et le développement de l'activité des firmes multinationales se sont traduits par une salarisation accrue des femmes (on peut citer les *maquiladoras* au Mexique et en Amérique centrale) parallèlement à la disparition d'emplois industriels masculins résultant de l'ouverture à la concurrence internationale. Dès lors, il arrive souvent que les femmes se retrouvent seules sources de revenu dans leurs familles.

D'autres effets contradictoires de la mondialisation sur la situation et le statut des femmes se font jour : dans des pays du Sud, l'accès à un travail salarié peut permettre aux femmes d'échapper en partie à leur rôle traditionnel et d'acquérir une certaine indépendance économique. Cependant, au Sud comme au Nord, les politiques gouvernementales qui accompagnent et parfois précèdent la mondialisation se traduisent par une augmentation de la précarité et de la flexibilité, qui touche particulièrement les femmes : temps partiels, emplois instables, contrats à durée déterminée, sous-traitance.

Un genre dévalorisé

- l'éducation des filles est, dans beaucoup de pays, considérée moins importante que celle des garçons, ce qui explique le plus grand recul de la scolarisation des filles à la suite de plans d'ajustement structurel imposés aux pays endettés ;
- dans certaines régions d'Inde, une accoucheuse touchera 10 fois moins si elle met au monde une fille plutôt qu'un garçon. Elle pourra parfois compenser le manque à gagner si elle accepte de faire " disparaître " la petite fille. Dans ce cas, la dévalorisation va jusqu'à l'assassinat. Ainsi peut-on parler d'un véritable " génocide " qui conduirait à un déficit démographique mondial de plus de 100 millions de femmes, imputable au fœticide, à l'infanticide, aux mauvais soins et traitements dont elles sont victimes ;
- chez nous, le temps n'est pas si lointain où les femmes avaient besoin de l'autorisation de leur mari pour ouvrir un compte en banque ; encore aujourd'hui, l'homme est toujours considéré comme la " personne de référence " du couple dans les études menées par l'INSEE ;
- la publicité fournit quotidiennement pléthore d'exemples de la dévalorisation de l'image des femmes.

Les conditions de travail dans les filiales de multinationales (textile, confection, jouet, chaussure, électronique) et dans les zones franches sont extrêmement dures, et les salariées y subissent, outre la répression patronale et l'interdiction de se syndiquer, des discriminations spécifiques, comme des tests de grossesse imposés.

Si les femmes ne sont pas systématiquement les premières victimes de la mondialisation libérale, il est faux d'affirmer, comme le fait la Banque mondiale, que cette mondialisation serait une chance pour elles. La réalité est beaucoup plus complexe : dans certains cas, les évolutions à l'œuvre contribuent à une déstabilisation des structures sociales traditionnelles, source d'oppression pour les femmes ; dans d'autres, au contraire, elles les renforcent ou les renouvellent, tirant profit des formes " archaïques " de fonctionnement de la société : dans les pays de l'Est, les femmes sont renvoyées au foyer, et l'augmentation de la pauvreté et du chômage se traduit par une montée en flèche de la prostitution ; les discriminations les plus flagrantes réapparaissent en Chine ; en Asie du Sud, certaines entreprises de sous-traitance utilisent à leur profit les traditions d'enfermement des femmes en développant le travail à la pièce à domicile !

Mais les femmes ne restent pas passives. Le fait que beaucoup d'entre elles aient pu sortir de leur isolement, à la campagne ou à ville, constitue un point positif. Les injustices graves dont elles sont victimes leur font prendre conscience de la nécessité de s'organiser. Malgré les nombreux obstacles et la répression, des femmes salariées sont parvenues à mettre en place des syndicats dans certaines zones franches, y compris en faisant valoir des revendications que ceux-ci, traditionnellement, ne prenaient pas en compte : crèches, liberté de circuler en sécurité, etc. Elles ont compris que c'est dans ce potentiel de luttes collectives que réside, pour elles, l'espoir d'une véritable émancipation.

La conception de la Banque mondiale n'est pas la nôtre

Après avoir longtemps ignoré l'impact de la mondialisation libérale sur la situation des femmes, et notamment l'impact des stratégies d'ajustement structurel dans les pays du tiers-monde, les institutions internationales ont commencé à s'y intéresser depuis quelques années : d'abord les organismes des Nations unies, puis, plus récemment, la Banque mondiale, récupérant et utilisant les travaux de chercheuses féministes dans le monde entier. La réalité du travail, jusque-là invisible, des femmes et de leur rôle dans le développement commence à apparaître au travers d'indicateurs statistiques sexués, même si ceux-ci restent insuffisants.

Cependant la conception de l'émancipation des femmes — et du développement ! — que certaines de ces organisations, comme la Banque mondiale, mettent en avant ne peut être celle des mouvements sociaux !

Elle se borne à un aménagement de la doctrine libérale la plus pure, qui peut se résumer ainsi : les discriminations que subissent les femmes sont un obstacle à l'amélioration de leur productivité et donc, globalement, au bon fonctionnement du système. Heureusement, grâce à une mondialisation bien gérée, et notamment à un marché du travail plus flexible, elles parviendront à avoir une activité rémunérée, à s'émanciper des entraves familiales, à avoir moins d'enfants, qui seront mieux éduqués et mieux formés. Le mot d'ordre est l'amélioration du " capital humain ". C'est donc avant tout en tant que reproductrices et éducatrices de la force de travail que les femmes se voient prêter attention. L'instrumentalisation est ainsi totale. On compte aussi sur elles pour pallier les carences des services publics et assurer la stabilité sociale. Enfin, leur " libération " n'est envisagée que comme une " réussite " individuelle (le micro-crédit est par exemple porté aux nues) qui occulte totalement la réalité des mécanismes d'oppression et leur dimension sociale.

Les éléments qui précèdent montrent que la mondialisation libérale tend à accentuer les écarts inégalitaires de conditions de vie, de travail, de violence entre les sexes, mais aussi entre les pays du Nord et ceux du Sud sous l'effet de la loi de marché. En même temps, elle s'accompagne d'un recul de la démocratie et d'une perte de la souveraineté. L'enjeu du débat n'est pas donc seulement d'ordre socio-économique, il est également d'ordre politique et moral. La lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, dans le sillage des mouvements d'émancipation féministes depuis les années 1960, constitue un enjeu fondamental.

Changer les rapports sociaux de sexe pour changer le monde

Remettre en cause la construction sociale de la différence des sexes et ses inégalités passe à la fois par un partage plus égalitaire du pouvoir entre les hommes et les femmes, et par une transformation globale des rapports sociaux. La lutte pour la parité politique constitue un élément important dans la conquête de l'égalité, une égalité qui ne doit pas être seulement formelle, mais viser à l'égalité réelle, l'égalité de résultat. La " participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision " (comme le recommande une résolution du Conseil européen, restée jusque-là inappliquée) contribuera à faire des femmes des citoyennes à part entière, qui pourront, à l'égal des hommes, représenter le peuple et décider en son nom.

Mais le pouvoir ne s'exerce pas dans la seule sphère publique : il est aussi un enjeu dans la sphère privée, soumise aux lois de l'extérieur. Le partage du pouvoir, des responsabilités et des tâches doit donc s'étendre à la famille.

L'évolution des rapports sociaux entre les sexes suppose également l'évolution des représentations et des mentalités. L'égalité des genres ne peut se réaliser que si les femmes deviennent visibles aussi dans la langue, qui structure le plus intimement la pensée et l'inconscient. Les choses n'existent que si les mots pour le dire existent.

Une telle évolution exige en outre la transformation des comportements institutionnels et individuels entre les hommes et les femmes. Elle doit refuser que les rapports de force soient la norme des rapports humains et qu'ils prennent le pas sur les droits humains, qui, chaque jour, sont davantage niés par les règles économiques mondiales de la globalisation.

Frappées par la pauvreté, le chômage, l'exclusion, les violences à un plus haut degré que les hommes

Au niveau mondial (chiffres PNUD 2000, BIT 2000, Wistat 2001)

- les 2/3 des 867 millions d'analphabètes adultes sont des femmes,
- les 2/3 des enfants non scolarisés sont des filles ;
- les femmes fournissent les 2/3 des heures totales travaillées, elles ne reçoivent que 10 % du revenu mondial ;
- en 1995, le travail domestique non rémunéré des femmes a été estimé par le PNUD à 11 000 milliards de dollars, soit presque la moitié du PIB mondial, évalué à 23 000 milliards ;
- les femmes salariées ne gagnaient, en moyenne, en 1999 que 40 % à 80 % du salaire des hommes ;
- près de 80 % des 27 millions de réfugiés recensés sur la planète sont des femmes ;
- plus de 30 % des femmes sont confrontées à la violence domestique ;
- 4 millions de femmes et de filles sont vendues chaque année à des marchands d'esclaves, des proxénètes ou des maris ;
- 80 à 90 % des familles pauvres sont des ménages avec une femme seule ;
- les femmes ne représentent que 14 % des parlementaires du monde entier.

Dans l'Union européenne

- le taux de chômage des femmes est de 30 % supérieur à celui des hommes. 33 % seulement des chômeuses perçoivent une indemnité, contre 50 % des chômeurs.

En Afrique

- 75 % des travaux agricoles réalisés sont accomplis par les femmes, mais elles bénéficient de moins de 10 % des crédits accordés aux petits paysans, et de 1 % de l'ensemble des crédits agricoles.

En Asie du Sud Est

- 70 millions de femmes et d'enfants ont été victimes de trafic sexuel au cours des 10 dernières années ;
- lors de la crise de 1998, 80 % des 2 millions de personnes ayant perdu leur emploi en Thaïlande étaient des femmes (CISL).

Au Mexique

- le salaire des femmes représentait 80 % de celui des hommes en 1980; il est tombé à 57 % en 1992 (PNUD 1997)

Elle doit refuser toutes les violences faites aux femmes : domestiques, sexuelles, professionnelles. Elle doit refuser que l'être ou le corps humains soient ravalés au rang d'objets d'exploitation, de commerce et de profit. La lutte contre la prostitution, l'exploitation sexuelle des enfants et la traite des femmes, qui sont devenues le substrat de juteuses industries du sexe et de leurs réseaux mondiaux, doit s'intensifier. De même que la lutte contre les paradis fiscaux qui abritent leurs activités criminelles, et permettent le blanchiment de l'argent du sexe et de la drogue. Tout comme doit s'intensifier le refus de la banalisation et de la légalisation de la prostitution, sous la pression de lobbies internationaux, avec la complicité de certains États, notamment européens.

Les aspirations démocratiques et émancipatrices des femmes s'inscrivent pleinement dans celles des peuples. Elles sont déterminantes, en ce sens qu'elles rejettent un système fondé sur l'asservissement et l'exploitation, sur l'exercice de la violence par le biais de la compétition, et sur la domination sans partage de la finance. Elles s'inscrivent pleinement dans tous les objectifs qu'Attac s'est fixés dans ses luttes contre les effets les plus graves de la mondialisation libérale. Elles constituent une force vive dans le réseau international de résistance et de lutte ouvert par le Forum social mondial de Porto Alegre parce qu'elles sont porteuses des aspirations de justice, de partage et de liberté de l'humanité entière.

Bibliographie sur le site d'Attac :

<http://attac.org/fra/themes/mondialisation/etat.htm>

Contact : Attac, 6, rue Pinel, 75013 Paris - Tél. : 01 53 60 92 40 - Fax : 01 53 60 40 72 Courriel : genre@attac.org